

ÉGYPTE – La formation technique et professionnelle, levier d'employabilité



Compte tenu du défi démographique et de l'inadéquation entre les compétences offertes par le système éducatif et celles demandées par le marché du travail, la formation professionnelle s'inscrit comme un enjeu majeur pour pallier le phénomène persistant de « chômage instruit » en Égypte selon lequel les plus diplômés souffrent le plus du chômage. Aussi, le renforcement souhaité du rôle du secteur privé dans l'économie égyptienne et les efforts de localisation de la production tendent à modifier la structure du marché du travail et suscitent des nouveaux besoins de formation de la main d'œuvre, l'enseignement supérieur égyptien orientant traditionnellement ses étudiants vers le secteur public. Face à ces défis et confrontée à des déficits de gouvernance, de perceptions sociales et de financement, la formation professionnelle présente d'importants besoins de refondation que les autorités entendent combler avec l'appui des bailleurs internationaux traditionnels mais aussi des sociétés étrangères implantées dans le pays, dont plusieurs entreprises françaises déjà engagées dans cette voie.

La formation technique et professionnelle comme priorité pour la formation d'une main d'œuvre adaptée aux nouvelles exigences du marché du travail

Un système à la gouvernance complexe confronté à de nombreux défis

Avec un taux de chômage de 14,9 % chez les plus diplômés et une disparité importante entre les hommes

et les femmes (10,3 % contre 24,7 %), l'Égypte compte sur la formation professionnelle pour pallier le déficit de compétences recherchées sur le marché du travail. Avec **650 000 diplômés chaque année répartis sur 3 500 écoles et centres de formation** à travers le pays, le système de formation professionnelle est parmi l'un des plus développés de la région ANMO. En effet, en 2019, **46,9 % du nombre total d'étudiants du secondaire suivaient un cursus professionnel (soit 51,3 % d'hommes et 40 % de femmes)**. Avec un grand nombre de parcours proposés à diverses échelles (nationale, régionale, locale), l'offre de formation est fragmentée entre divers ministères – avec en tête le ministère de l'éducation et de l'enseignement technique – qui **peinent à définir une stratégie commune**. Par ailleurs, si le budget consacré à l'enseignement supérieur a augmenté ces cinq dernières années, **la part des dépenses consacrées à l'enseignement pré-universitaire (comprenant l'enseignement technique et la formation professionnelle) a diminué** passant de 69,8 % en 2015/16 à 55,3 % en 2021/22. Ainsi, la formation professionnelle est confrontée à un certain nombre de **défis de financement, aux difficultés à identifier les besoins du marché du travail, au pilotage difficile en raison d'une fragmentation des acteurs institutionnels** ainsi qu'à la **faiblesse des passerelles pour intégrer l'enseignement supérieur**. Enfin, la croyance persistante forte selon laquelle les universités sont la principale voie d'accès au marché du travail et une source de reconnaissance sociale pénalise l'enseignement technique en Égypte.

Une stratégie gouvernementale ambitieuse soutenue par l'Union européenne

Pour pallier ces différentes défaillances et répondre aux besoins liés à la croissance démographique, le ministère de l'éducation pilote depuis 2018 un **programme ambitieux (TVET 2.0) autour de cinq piliers : attractivité, qualité, formation des enseignants, modèle de gouvernance et partenariats public-privé**. L'un des principaux résultats de cette stratégie est la création d'**écoles de technologies appliquées**, dans le cadre de partenariats avec les employeurs qui délivrent des qualifications reconnues au niveau international. Conscient du déficit chronique de financement des formations et des difficultés de gouvernance, le

gouvernement a mis en œuvre un certain nombre de réformes notamment avec **l'établissement des universités technologiques et du conseil suprême pour l'éducation technologique** en vertu de la loi 72 de 2019. Dans le cadre de TVET 2.0, l'Égypte compte également sur **l'Union européenne** qui constitue le principal soutien au déploiement de la réforme à travers un appui historique à la formation professionnelle, avec **50 M EUR investis depuis 2011 à travers de nombreux contrats et 25 M EUR d'investissements attendus pour l'année prochaine.**

[La stratégie gouvernementale repose sur les partenaires internationaux et le secteur privé](#)

[Un soutien marqué et en fort développement des partenaires internationaux](#)

La formation professionnelle est un outil de développement mais aussi un **instrument d'influence pour les bailleurs bilatéraux**, voire un levier pour **former une main d'œuvre à bas coûts pour répondre aux besoins d'autres marchés demandeurs**. Tout comme dans le secteur de l'enseignement supérieur, **les Etats-Unis et l'Allemagne s'affirment comme chefs de file de l'aide bilatérale à l'Égypte en faveur de la formation technique et professionnelle**. Tandis qu'USAID a investi plus de 30 Mds USD dans le secteur depuis les années 1980, l'Allemagne est le partenaire historique du système d'apprentissage égyptien (*dual system*) depuis sa création en 1991. **La GIZ demeure très active dans la formation professionnelle en Égypte avec une vingtaine de projets en cours**, visant d'une part à améliorer la qualité de l'offre de formation et d'autre part à combler les besoins des entreprises allemandes, égyptiennes et étrangères. Outre ces deux leaders, la Suisse, l'Italie, le Japon, la Corée, la Chine et le Canada investissent aussi dans la formation professionnelle en Égypte. **Les bailleurs multilatéraux commencent par ailleurs à intervenir dans le secteur, à l'image de la BERD** qui a entamé en 2022 une collaboration avec le ministère de l'éducation afin d'identifier les besoins en compétences des pays de migration et soutenir l'établissement de conseils sectoriels interministériels des compétences dans l'ingénierie et le tourisme. Plusieurs initiatives, telles que **les écoles de technologies appliquées et les centres de compétences** démontrent la volonté du secteur privé d'accompagner la modernisation du dispositif de formation professionnelle.

[L'implication des entreprises françaises dans la formation technique et professionnelle](#)

Conséquence directe des **exigences de plus en plus marquées des autorités égyptiennes en faveur des transferts de compétence et de localisation de la production**, mais aussi face au constat d'inadéquation entre les besoins des entreprises et l'offre de main d'œuvre, les entreprises françaises investissent dans la formation professionnelle. En marge de la COP27, **Alstom a par exemple fondé, en collaboration avec le ministère des transports, l'Académie des chemins de fer d'Égypte** qui compte d'ores et déjà 300 bénéficiaires dont 200 ingénieurs affiliés au ministère. Dans le secteur du numérique, après le lancement de l'**Orange Digital Center** dédié au développement des compétences numériques et de l'innovation fin 2021, **Valeo** s'est également engagé en marge de la dernière édition de VivaTech dans la création d'une **académie en collaboration avec le ministère des communications et des technologies de l'information**. Les entreprises sont incitées à collaborer avec des universités privées, mais aussi des fondations et ONG en mesure de mobiliser des financements (l'institut italien Don Bosco, la fondation égyptienne Sawiris et l'Institut européen de coopération et de développement (IECD) sont particulièrement actifs en Égypte). L'IECD, soutenu par l'AFD, a ainsi contribué à la création du **centre de formation Electro Misr de Schneider Electric** qui propose à 300 étudiants – dont 25 à 30 % de femmes – des formations dans la maintenance électrique en collaboration avec le ministère de l'éducation. Les partenariats avec les universités françaises présentes en Égypte sont par ailleurs source d'opportunités et plusieurs projets de coopération **sont en discussion entre nos entreprises et l'Université française d'Égypte (UFE)**.

Selma LABROUE

Chargée de mission

selma.labroue@dgtresor.gouv.fr